

12 juin 2022

(22-4442)

Page: 1/2

**Conférence ministérielle
Douzième session
Genève, 12-15 juin 2022**

Original: français

**DÉCLARATION DE S.E. M. JEAN-LUCIEN BUSSA TONGBA
MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR**

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'organisation des présentes assises de la Conférence Ministérielle de l'Organe de Régulation et de Promotion du Commerce international, après deux reports successifs, se tient dans un contexte particulier, marqué notamment par la guerre en Ukraine et la pandémie à Covid-19 qui impactent négativement le Commerce international.

La poussée du protectionnisme et le développement des nouvelles initiatives conjointes parallèles aux négociations en cours qui s'ajoutent aux questions inscrites au menu actuel des négociations, impose à toutes les parties un engagement proactif pour rompre avec l'enlisement observé dans la recherche des solutions aux principales questions devant conduire à l'élimination des distorsions sur le Commerce à l'échelle mondiale.

C'est ici l'occasion de rappeler la persistance de l'absence du consensus aux négociations sur les sujets cruciaux depuis Bali, Nairobi et Buenos Aires.

Les négociations sur le développement des chaînes de valeurs globales, l'accès préférentiel aux marchés en faveur des Pays les Moins Avancés, l'élimination des obstacles non tarifaires sous toutes leurs formes, l'élimination des subventions aux exportations des produits agricoles et halieutiques recherchée, devraient permettre de dégager un consensus sur les dispositifs pour la promotion des échanges commerciaux.

La République Démocratique du Congo attend que les négociations qui ont été menées au niveau des experts et vont se poursuivre pendant les présentes assises par les Ministres aboutissent à des solutions consensuelles idoines, permettant de renforcer notre ordre commercial où la pratique du libre-échange est garantie par des règles équitables, transparentes, non discriminatoires, prévisionnelles, conduisant à la croissance de toutes les économies aussi bien développées que celles des Pays en Développement et des Pays les Moins Avancés.

Je tiens à souligner à cette occasion que mon pays est solidaire aux déclarations qui sont faites par les représentants des Groupes de Négociations auxquels il fait partie, lesquelles (déclarations) constituent les positions qu'il défend auxdites négociations.

Un autre point qui me tient à cœur porte sur la capacité de négociation des membres dont le niveau de développement et des moyens financiers est à géométrie variable.

Au nom de la solidarité, je m'interroge de savoir si ce n'est pas ici le lieu d'imaginer un mécanisme de solidarité au-delà des flexibilités aux règles qui faciliteraient l'exploitation des Représentations Permanentes à Genève et allègerait le poids de cotisation des PMA en général, pour ceux de l'Afrique en particulier.

En effet, ce système auquel la RDC a adhéré en tant que membre originel a suscité et continue à susciter de l'intérêt pour mon pays au regard des avantages habituellement reconnus à l'OMC, entre autres : contribution au maintien de la paix, règlement pacifique et constructif des différends, réduction des coûts de la vie par la libéralisation des échanges, un plus large choix de produits sur le marché, accroissement de revenus, protection des gouvernements contre les pressions.

Pour conclure, la RDC participe à la **12ème Conférence Ministérielle** avec la ferme volonté de contribuer, au côté des autres pays membres, à la consolidation du Système Commercial Multilatéral et aux succès des présentes assises avec des résultats bien meilleurs que les précédentes et couronnés par une **Déclaration Ministérielle**.
